

<https://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article861>



Mobilisations sociales dans la fonction publique et le secteur public

- Fondation Copernic 31 -



Date de mise en ligne : lundi 19 décembre 2016

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Les mobilisations sociales dans la fonction publique et le secteur public se multiplient actuellement. Elles font suite au long mouvement social qui a impacté surtout le secteur privé au printemps 2016 contre la loi El Khomri.

Un article paru dans Terrains de luttés : Quelles nouvelles masses pour résister à l'ordre capitaliste ? est utile pour approfondir la discussion sur les mobilisations

Tentative d'analyse à chaud de ce mouvement social « rampant ».

Les salariés des finances, de la santé, de la Poste et ceux des collectivités territoriales mais aussi les pompiers sont, à tour de rôle, descendus dans la rue avec une forte visibilité pour la santé, mais aussi pour les collectivités territoriales et... les pompiers, en grève illimitée.

C'est volontairement que nous ne citons pas les multiples manifestations de la police car au-delà de revendications de problèmes d'effectifs, de salaires et de poids de la hiérarchie, dans ces manifestations, toutes illégales, à visages dissimulés par des cagoules (que les policiers ne tolèrent pas en temps ordinaire pour les jeunes et les salariés) et avec leurs armes, nous y avons vu autre chose que de simples manifestations pour des revendications sociales mais bien plutôt des dérives quasi putschistes qui ne sont pas sans rappeler certaines heures sombres.

https://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH300/img_64301-8e034.jpg

La tentation est grande de voir dans ces mobilisations de fonctionnaires une réponse anticipée aux politiques que la droite entend appliquer si elle gagne les élections ; une répétition générale diront certains. Regardons attentivement ces mobilisations car elles nous indiquent précisément l'état d'esprit des salariés de la fonction publique.

1 - Chaque secteur organise ses propres mobilisations, même si à Toulouse les pompiers se sont greffés en masse à la mobilisation du personnel soignant le 8 novembre.

Or la mobilisation lors de la journée du 29 novembre, censée réunir l'ensemble des fonctionnaires, était en deçà de la journée précédente. Ceci nous indique précisément que la dynamique du « Tous ensemble » n'est pas à l'ordre du jour. L'idée que les fonctionnaires de l'état (finances), de la santé et des collectivités territoriales devraient agir le même jour de grève, dans des manifestations communes, n'est pas d'actualité ; ceci même si les revendications des uns et des autres sont proches.

Ce qui pourrait permettre le franchissement de cette étape, serait que la mobilisation propre de chaque secteur soit importante et / ou que dans un seul secteur la mobilisation soit à un niveau tel qu'il pourrait entraîner les autres.

Nous n'en sommes pas là.

2 - La mobilisation secteur par secteur n'est pas contre productive ; le cumul des forces est une nécessité. En revanche, à ce moment-ci des mobilisations, il serait contreproductif de brûler les étapes en plaquant des « Tous ensemble » se situant en deçà des mobilisations sectorielles. Des secteurs comme la santé (privée ou publique), la Poste sont émaillés de conflits locaux très durs et longs qui interviennent au moment où les problèmes d'effectifs, de charge de travail, de réorganisation sont tels qu'ils provoquent révoltes et conflits. Bureaux de poste, cliniques et hôpitaux sont pourtant soumis aux mêmes impératifs de rentabilité ; mais ceux-ci s'appliquent dans un temps long et de manière discontinue. Tous les personnels ne sont pas soumis en même temps aux impératifs de la rentabilité et cela empêche, retarde la mobilisation globale d'une branche.

<https://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH299/capture-de-cran-2016-11-08-a-17.15.14-630x0-75a88.png>

3 – N'évacuons pas le poids des défaites successives, sur les retraites en particulier, ou bien les reculs sur les

revendications propres des différents secteurs. Celles-ci n'empêchent pas de nouvelles mobilisations, mais elles laissent inévitablement sur le bord du chemin des salarié·e·s, démoralisé·e·s, fatigué·e·s. La multiplication des mobilisations sectorielles pour accumuler force et confiance est déterminante pour imaginer un « Tous ensemble » dans les mois à venir.

4- Notons dans la période la forte activité du DAL, la multiplication d'initiatives pour le droit au logement et des jonctions, certes timides, avec les syndicats comme le rassemblement devant un immeuble en construction, symbole à la fois de l'exclusion sociale et de l'exploitation des ouvriers qui y travaillent.

La mobilisation contre le TAFTA et maintenant le CETA (accord Europe Canada) a bénéficié, en partie grâce à la résistance du parlement de Wallonie, d'une médiatisation du sujet, d'articles de presse et d'émissions de radio ; cependant les mobilisations dans la rue sont restées faibles, comme le 15 octobre à Toulouse.

Enfin pour finir signalons dans le domaine des transports la levée de boucliers contre la décision du maire de Toulouse de remettre en cause la gratuité des transports pour les jeunes, les chômeurs et les retraité·e·s. La mobilisation très rapide des organisations de jeunesse, l'action du collectif « Y a pas d'arrangements » le 15 octobre ont permis globalement le maintien de la gratuité pour les jeunes. Les retraité·e·s, forts de cet enseignement, ont mis en place un collectif, [lire ici](#) composé de la plupart des organisations syndicales du département et d'associations ; reprenant à leur compte une pétition, ils ont répondu au maire de Toulouse et engagé une campagne de signature pour le maintien des acquis et l'extension de la gratuité à tout le monde.

Lors du débat autour de la 3^{ième} ligne de métro, la participation massive des citoyens dans les réunions publiques, une multiplication de contributions d'associations de comité de quartiers ainsi que l'implication des syndicats, indiquent le poids et l'importance qu'a pris la question des déplacements dans la ville de Toulouse, avec son corollaire la pollution liée au trafic automobile. L' AUTATE , **Association des Usagers des Transports de l'Agglomération Toulousaine et de ses Environs**[ici](#), a joué un rôle considérable dans ce débat en offrant une alternative au métro, synonyme d'un endettement colossal, et une solution immédiate aux problèmes de déplacement.

Ce fourmillement considérable de matière grise débouchera-t-il sur une mobilisation sociale s'emparant de la question du transport comme faisant partie intégrante du temps de travail et du transport comme facteur d'aggravation de la santé ? C'est trop tôt pour le dire ; de fait nous devons prendre en compte le silence assourdissant de la gauche radicale, celle qui veut changer le monde, qui veut changer d'époque, qui veut changer de république. Tant qu'à faire, pour avancer, autant le faire avec des moyens compatibles avec l'écocialisme.

Les coupes budgétaires qu'effectue le gouvernement de « gauche » se traduisent dans tous les secteurs par des non remplacements de fonctionnaires avec, en corollaire, une explosion de la charge de travail dans les différentes administrations... Sans aucun doute l'étape suivante se traduira par des privatisations massives, par des pans entiers du service public confiés au privé. On parle déjà de Tisséo à ce sujet.

En ce sens, la politique du gouvernement ne fait que précipiter ce dont la droite rêve depuis toujours : réduire les fonctions de l'état, casser les services publics et briser le lien social que ceux-ci génèrent pour aller vers la primauté de l'individu isolé au détriment du vivre ensemble.

https://universitepopulairetoulouse.fr/sites/universitepopulairetoulouse.fr/local/cache-vignettes/L360xH202/20161209_manif-agents-municipaux-f2d30.jpg

[lire ici](#)